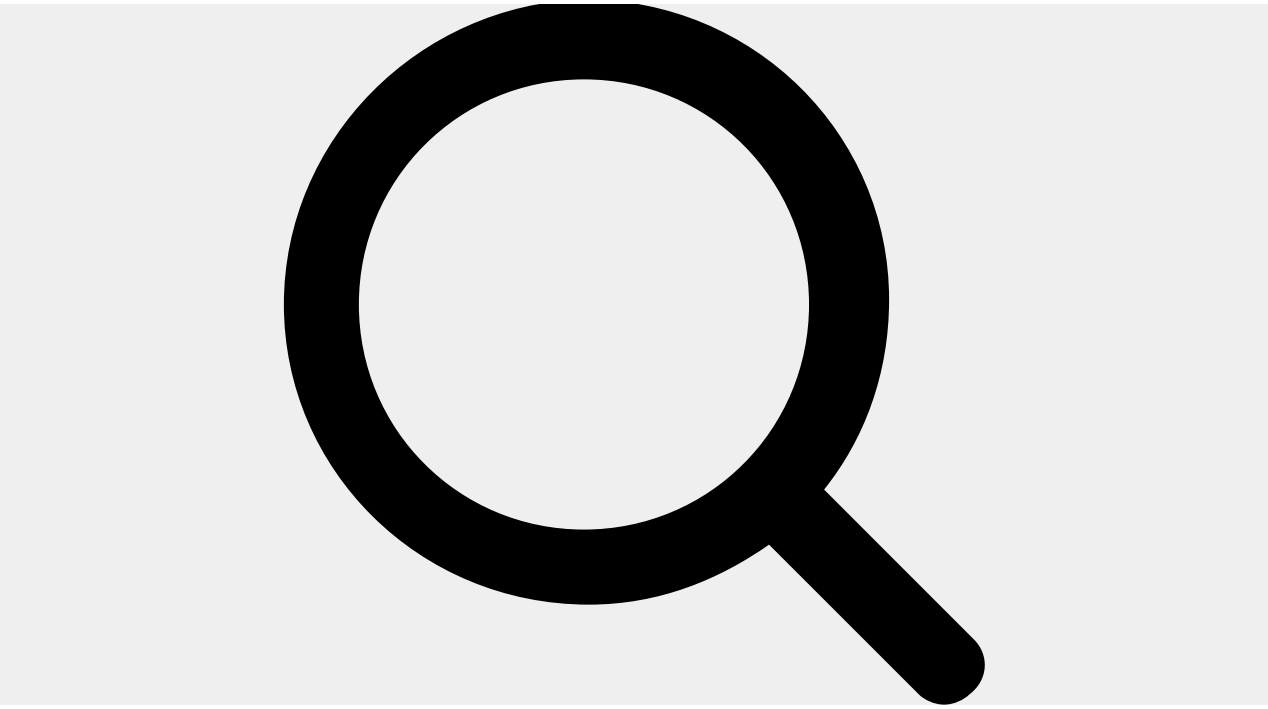
Réflexions sur la séquence électorale de 2017



Expression de la crise politique qui couve depuis longtemps, cette séquence électorale a été marquée par l'exacerbation de la « règle d'or » de la Ve République selon laquelle la présidentielle est un rendez-vous entre un homme et le peuple ainsi que par un record d'abstentions aux législatives. Emmanuel Macron va avoir une pratique XXL de la Ve République comme en témoignent ses premiers mois de mandat. La question de savoir comment faire grandir l'idée et le projet d'une VIe République sociale, citoyenne et participative est posée.

Les élections présidentielles et législatives de 2017 sont un moment historique dans la vie politique française et dans l'histoire de la Ve République : un moment de rupture avec l'alternance qui a duré très longtemps entre deux partis, le parti de droite, nonobstant les différents noms qu'il s'est donnés, et l'autre, le parti socialiste , notamment depuis François Mitterrand, qui avait dénoncé « le coup d'État permanent », avant de s'y couler sans barguigner.

Une réponse à une crise politique

Ces élections sont donc une réponse à une crise politique, sous forme de l'explosion du système bipartisan qui dominait la vie politique depuis longtemps. Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle en sont l'expression. Quatre partis ou mouvements ont peu ou prou été mis en position de l'emporter au deuxième tour : REM, le FN, LR, LFI. La volonté majoritaire des Français de ne pas mettre le FN à la tête du pays a fait le reste, permettant à un inconnu du grand public – mais bien connu des milieux financiers et patronaux – Emmanuel Macron de devenir président de la République.

Cette crise couvait depuis quelque temps.

On peut considérer que l'émergence des primaires pour désigner les candidats est l'expression de la crise des partis puisque ceux-ci ne parviennent plus à le faire uniquement avec leurs adhérents. Et c'est vrai que les primaires dessaisissent, pour une part, les adhérents des partis du choix de leurs candidats par eux seuls. À quoi sert d'adhérer à un parti si le choix des candidats échappe à ses adhérents ? Elles sont le fait d'une minorité d'électeurs : 2 millions pour la primaire de la « belle alliance », 4 millions pour celle de la droite.

Mais leur existence a été l'occasion pour des millions de personnes de pratiquer le « dégagisme » et de choisir d'autres candidats que ceux qui apparaissaient évidents dans les médias et dans les sondages : Sarkozy, Juppé, Valls. Leur vote a été légitimé et il a légitimé de nouvelles candidatures : Hamon et Fillon. C'est un fait incontestable : c'est grâce à l'existence de la primaire que le représentant de l'exécutif, Manuel Valls, après le retrait de François Hollande, a été écarté, et qu'un « frondeur », Benoit Hamon, minoritaire dans le PS, y est devenu majoritaire. Cela indiquait une volonté de rupture d'une partie importante de l'électorat de gauche avec la politique de l'exécutif sortant.

Le choix surprise de Fillon à la primaire avait provoqué une vraie dynamique à droite. Il apparaissait comme le futur vainqueur de la présidentielle. Le « pénélopegate » a stoppé net cette dynamique et douché ses électeurs de la primaire : ils s'étaient trompés, il les avait trompés.

Pour la première fois depuis le début de la Ve République, aucun des deux grands partis « traditionnels », la droite du parti « les républicains » et le parti socialiste, ne passe la barre du premier tour. La « règle d'or » de la Ve République selon laquelle la présidentielle est un rendez-vous entre un homme et le peuple est poussée jusqu'au bout, au point d'exclure du second tour les partis fondateurs ou continuateurs de cette règle.

Quelles explications possibles de l'abstention?

Les élections législatives ont été l'occasion d'un record absolu des abstentions, pas vu depuis … 1848, date d'instauration du suffrage universel. Je vois deux raisons à cet évènement sans précédent. La première tient à l'inversion du calendrier dont on mesure maintenant combien elle a fait franchir une étape décisive à la monarchie présidentielle en réduisant le parlement à une chambre d'enregistrement. C'était déjà le cas en 2012, mais pas avec cette ampleur.

La deuxième raison que j'y vois, c'est une sorte de « vote sanction » de la part des électeurs de J.-L. Mélenchon, ceux de Hamon, ceux de Jadot, de ne pas avoir su, surtout voulu, construire un rassemblement qui aurait pu transformer l'essai du beau résultat de Jean-Luc Mélenchon et envoyer des dizaines de députés, une centaine, voire plus, à l'Assemblée nationale. Les communistes ont défendu jusqu'au bout cette option, ce qui est sans doute l'une des raisons qui expliquent un gain de quatre députés et le maintien d'un groupe à l'Assemblée, malgré un mauvais score électoral. Il y avait aussi la volonté des électeurs d'éviter le parti unique et de doter l'Assemblée d'une force d'opposition que représentent le PCF, la France insoumise et, peut-être, le parti socialiste.

Cette explosion de notre système politique s'accompagne, paradoxalement, d'un maintien de la Ve république et d'une pratique XXL qui va être celle de Macron, comme on le voit déjà dans les premières décisions :

Assemblée nationale totalement inféodée, projet de réduire encore plus son rôle et le nombre de parlementaires ; désignation d'un ministre exfiltré, en délicatesse avec la justice, comme président du groupe REM à l'Assemblée, sans autre candidature ni décision de ce groupe ; recours aux ordonnances pour imposer une loi travail gravissime pour les salariés…

Emmanuel Macron apparaît comme le « canada dry » de la modernité et du changement : il en a la couleur et l'apparence, mais il y a tromperie sur le produit.

Outre la nécessité de lutter contre les mauvais coups, l'une des questions qui se pose après ces élections à toutes celles et ceux qui aspirent à un vrai changement est : comment faire grandir l'idée et le projet d'une VIe République, qui soit sociale, citoyenne et participative ?

Comment s'appuyer sur des expériences de participation citoyenne à des gestions de collectivités locales, de mouvements sociaux, du mouvement associatif, sur les enjeux de la révolution numérique ? Comment permettre l'irruption permanente des citoyens dans la vie politique ?

Ce travail est devant nous.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

François Auguste, « Réflexions sur la séquence électorale de 2017 », *Silomag-Espace commun*, n° 1, juillet 2017. URL: https://silogora.org/reflexions-sur-la-sequence-electorale-de-2017/